EURODOM

*L’Europe et les Départements français d’Outre-mer*

InfoRup

**Semaine du 07 au 11 décembre 2015**

**ADOPTION D’UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE ET D’UN RAPPORT D’INFORMATION PAR LA DÉLÉGATION SÉNATORIALE À L’OUTRE-MER SUR LES CONSÉQUENCES DES ACCORDS COMMERCIAUX POUR LA FILIÈRE SUCRE DES DOM :** Ce jeudi 10 décembre, la délégation sénatoriale à l'outre-mer a adopté à l'unanimité le rapport d'information et la proposition de résolution européenne afférente des Sénateurs Gisèle JOURDAS et Michel MAGRAS sur les conséquences, pour la filière sucre des départements d'outre-mer, des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers. Cette proposition de résolution européenne fait état de la négligence dont fait preuve la Commission dans l’évaluation de l’impact des accords commerciaux qu’elle négocie sur les productions des RUP, et ce malgré les engagements qu’elle a pu prendre. L’inefficacité des mécanismes et clauses de sauvegardes prévues dans les accords de libre échange est également mis en avant par les sénateurs. Le Sénat demande, en conséquence, l’exclusion systématique des sucres spéciaux des négociations commerciales, le renforcement de l’information des Parlement nationaux, la prise en compte des surcoûts supportés par les RUP, la refonte des mécanismes destinés à prévenir la déstabilisation de l’économie des RUP, la réévaluation du POSEI, l’évaluation systématique de l’impact des accords commerciaux sur les RUP et une plus grande vigilance du Gouvernement quant au mandat de négociation donné par le Conseil à la Commission. Si une telle proposition de résolution européenne du Sénat n’engage ni le Gouvernement, ni la Commission à laquelle elle sera néanmoins transmise dès son adoption en plénière, la portée de ces travaux n’est pas à négliger car elle démontre à la Commission- qui y est très sensible- l’état d’esprit des élus nationaux et au Gouvernement la prise en considération politique du dossier. En écho à ces travaux, deux questions d’actualité des Sénateurs Odette HERVIAUX et de M. Michel MAGRAS ont été posées au Gouvernement ce 10 décembre.

**RETOUR SUR LA COMMISSION AGRI DU 1ER DÉCEMBRE 2015 :** La commission AGRI du Parlement européen s’est réunie le 1er décembre dernier. Parmi les sujets évoqués, Martin HAUSLING (Verts/Allemagne) a présenté l’état d’avancement des trilogues concernant la modification du règlement du Parlement et du Conseil sur la production biologique et l’étiquetage des produits biologiques. Un premier trilogue à ce sujet a déjà eu lieu et les débats ont porté sur les contrôles (qui doivent être simplifiés et harmonisés), les exploitations mixtes et les règles d’importations. Un second trilogue a eu lieu le 9 décembre et la Présidence néerlandaise prendra le relais des travaux. Martin HAULSING espère que les travaux seront terminés d’ici le premier semestre 2016.  Au cours de cette commission un échange de vue a également eu lieu avec la Commission européenne sur le règlement relatif à la promotion entré en vigueur le 1er décembre 2015. Le représentant de la Commission européenne, Diego CANGA FANO a présenté ce nouveau règlement qui vise à diversifier les exportations agricoles européennes grâce à une promotion effectuée à l’extérieur de l’UE. Diego CANGA FANO (Relations multilatérales, politique de qualité) a bien précisé que les fonds mis à disposition dans le cadre de ce Règlement, ne sont en aucun cas incompatibles avec les fonds affectés à la promotion dans d’autres programmes comme c’est actuellement le cas pour les indications d’origine et géographiques. A ces fins, le Commissaire Phil HOGAN a prévu d’effectuer des visites dans différents pays (le Mexique et la Colombie seront les premiers pays visités) afin d’ouvrir de nouveaux marchés pour les productions européennes.

**PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA DÉLÉGATION DE LA COMMISSION AGRI AUX AÇORES :** Pour rappel, une délégation d’eurodéputés de la commission AGRI avait participé à une mission aux Açores (Portugal) organisée par Sofia RIBEIRO (PPE/Portugal) et Ricardo SERRAO-SANTOS (S&D/Portugal)  du 2 au 5 novembre dernier. L’objectif de ce séjour était de présenter aux Eurodéputés les difficultés rencontrées par les Açores, comme toutes les RUP dans le développement de leurs activités. Dans ce rapport, les eurodéputés demandent à la Commission d’adopter des mesures spéciales pour permettre aux secteurs agricoles des RUP d’être compétitifs sur le continent européen. Éric ANDRIEU (S&D/France) appelle à une meilleure adaptation des programmes et des fonds structurels sur ces territoires, notamment dans le cadre de la révision du POSEI qui aura lieu en 2016. Albert DESS (PPE/Allemagne) évoque l’idée de mettre en place une aide supplémentaire, afin de compenser l’éloignement que subissent les RUP, sans pour autant qu’il y ait une distorsion de concurrence.

**RETOUR SUR LA MISSION PARLEMENTAIRE À LA RÉUNION EN COMMISSION PECH :** Lundi 7 décembre, en commission PECH du Parlement Européen, Ulrike RODSUT (S&D/Allemagne) est revenue sur la mission des Eurodéputés à La Réunion qu’elle a présidé. Elle s’est félicitée de la bonne tenue et de la bonne organisation de la visite et a confirmé qu’un Rapport d’initiative consacré à la flotte de pêche dans les RUP verrait le jour. A cet effet le compte-rendu édité par le Parlement précise que « *les députés ont souligné la nécessité de moderniser la flotte côtière, d'introduire davantage de flexibilité pour encourager les investissements et le renouvellement de la flotte, et d'améliorer les infrastructures* ». De plus, Ulrike RODUST a rappelé la nécessité de se rendre dans les RUP pour avoir une analyse concrète « *sur place tous nous apparaît sous un nouveau jour* ». Elle a insisté sur un renouvellement de la flotte car après 10 ans d’exploitation celle-ci est hors d’usage et n’est pas adaptée à la pêche. L’eurodéputée a aussi pointé du doigt la concurrence du poisson congelé importé qui se retrouve dans les étals à un prix inférieur que celui issu de la pêche locale. Enfin, elle a aussi dénoncé la concurrence des accords de pêche ACP, car les « pêcheurs ACP » pratiquent des salaires plus bas que ceux en vigueur dans l’UE et bénéficient d’infrastructures modernisés. Werner KUHN (PPE/Allemagne) vice-Président de la commission et qui présidait la commission en l’absence d’Alain CADEC, a confirmé qu’un rapport d’initiative sur la pêche dans les RUP serait à l’ordre du jour lors d’une prochaine réunion des coordinateurs.

**AGENDA DE LA SEMAINE DU 07 AU 11 DÉCEMBRE 2015**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **PARLEMENT EUROPEEN** | **COMMISSION EUROPEENNE** | **CONSEIL DE L’UE** | **MINISTÈRES FRANÇAIS** |
| **Lundi**  **14/12** | **Session plénière du Parlement européen à Strasbourg**  Présentation :  Nouvelle PCP: structure pour les mesures techniques et les plans pluriannuels,  Rapport: Gabriel MATO (PPE/Espagne) |  | **Conseil « Agriculture et pêche »**  Discussion autour de l’état d'avancement des travaux sur les propositions relatives à la distribution de fruits et légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires  (Rapport de Marc TARABELLA) |  |
| **Mardi**  **15/12** | **Session plénière du Parlement européen à Strasbourg** |  | **Conseil « Agriculture et pêche »** |  |
| **Mercredi**  **16/12** | **Session plénière du Parlement européen à Strasbourg** |  |  |  |
| **Jeudi**  **17/12** | **Session plénière du Parlement européen à Strasbourg** |  |  |  |
| **Vendredi**  **18/12** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |